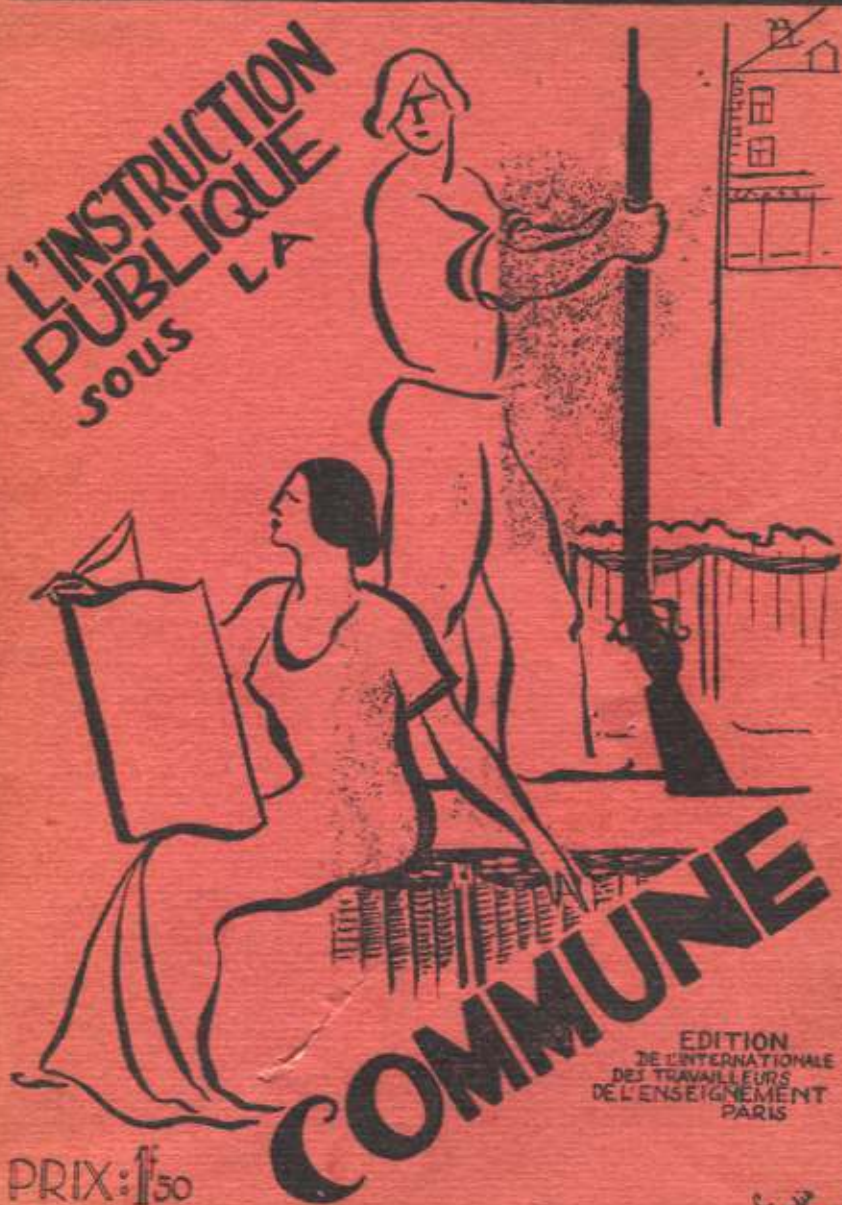


**MAURICE DOMMANGET**

**L'INSTRUCTION  
PUBLIQUE  
SOUS  
LA**



**COMMUNE**

EDITION  
DE L'INTERNATIONALE  
DES TRAVAILLEURS  
DE L'ENSEIGNEMENT  
PARIS

PRIX: 1<sup>fr</sup> 50

*M. Dommanget*

MAURICE DOMMANGET

---

# L'Instruction Publique

SOUS LA

# COMMUNE



EDITION  
DE L'INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS  
DE L'ENSEIGNEMENT  
PARIS

*A la mémoire des pionniers de la Commune de Paris,  
l'Internationale des Travailleurs de l'Enseignement, pour  
le 57<sup>e</sup> anniversaire.*

# L'Instruction publique, les Sciences et les Arts SOUS LA COMMUNE

---

---

## Les conditions difficiles du milieu

---

A peine trois jours après la victoire des fédérés, l'un des amis d'Auguste Blanqui, Casimir Bouis, présentant les difficultés auxquelles la Commune allait se heurter, appelait les hommes de bonne volonté au travail de défense et de construction :

« A l'œuvre, tous ceux qui sont encore debout! A l'œuvre, tous ceux qui peuvent encore travailler et combattre..., ouvriers qui tenez l'outil, écrivains qui tenez la plume, soldats qui tenez l'épée! La besogne va être rude, travailleurs! la besogne de paix et de résurrection... A la manœuvre, tous, capitaines et matelots, car il y aura encore des tempêtes dans nos voiles et des écueils sous les vagues (1). »

S'il est un domaine dans lequel la « besogne de résurrection » apparaissait comme particulièrement rude, c'était bien dans le domaine culturel, dans l'édification de l'Instruction publique.

Tout était à faire ou à refaire. Et d'abord, il fallait courir au plus pressé. Il importait de rendre l'Instruction primaire laïque et professionnelle conformément aux résolutions votées par l'Internationale en ses congrès de Lausanne (1867) et de Bruxelles (1868). Il fallait pousser l'éducation politique du peuple et mettre à sa disposition les parcs, les richesses artistiques et scientifiques qui servaient précédemment aux privilégiés de la Fortune. Il fallait organiser, contrôler les établissements d'enseignement supérieur sur des bases se rapprochant de l'idéal socialiste. Tout cela dans les pires conjonctures, au milieu du désarroi créé par le brusque départ ou le sabotage des hauts fonctionnaires, au son du canon, à la lueur des incendies, sans le concours des éléments sympathiques restés en province, dans une ville isolée du reste du monde et à peine remise d'un siège douloureux, avec des moyens financiers dérisoires, presque nuls.

Dans ces conditions, il ne convient pas d'attendre monts et merveilles de la Commune au point de vue culturel, d'autant plus qu'elle travailla au jour le jour, sans plan d'action, à la remorque des événements. Il y a lieu aussi de ne pas oublier

(1) *Le Cri du Peuple* du 21 mars 1871.

que la Commune dura en tout et pour tout soixante-douze jours avec comme préoccupation dominante la lutte contre Versailles, si l'on excepte la période d'étonnement, d'atèrmoïement et d'illusions du début.

Pour apprécier à sa juste valeur l'œuvre culturelle de la Commune, il ne faut donc pas seulement envisager les étroites limites qui lui étaient fixées par le temps et l'espace, il faut considérer que la Commune était en premier lieu « une barricade ». Elle dut vivre d'abord, *Primo vivere*. La culture ne pouvait venir qu'après.

## Le Délégué à l'enseignement et sa méthode

Le délégué à l'Enseignement, Edouard Vaillant, était un homme très instruit, qui avait passé par l'École Centrale de Paris, les Universités d'Heidelberg, de Tubingen et de Vienne, qui avait correspondu avec le grand philosophe Ludwig Feuerbach, dont l'influence sur K. Marx — comme on sait — fut très grande. En même temps, Edouard Vaillant était un militant éclectique appartenant à l'Internationale et déjà en relations avec les principaux blanquistes dont il partageait les vues révolutionnaires. C'était l'homme qu'il fallait à cette place.

En fait, Vaillant ne prit en mains le département de l'Enseignement qu'à la date du 21 avril. Il eut pour l'aider une Commission de six membres siégeant à l'Hôtel de Ville. Tous les services administratifs restaient centralisés rue de Grenelle, « à l'ex-ministère de l'Instruction publique ».

Ce que fit au juste cette Commission, on l'ignore encore à l'heure actuelle, étant donnée l'insuffisance de la documentation sur la Commune. Aucun de ses membres, notamment le doux poète J.-B. Clément, — qui écrivit pourtant par la suite des articles sur la Commune dans les journaux socialistes — ne nous a laissés de souvenirs à ce sujet. Mais il n'est pas croyable que Vaillant ait décidé seul et sans en référer à ses camarades au moins les principales mesures qui parurent à l'*Officiel* sous sa signature. On peut donc en induire que la Commission a délibéré sur les problèmes essentiels. Toutefois, en raison des tâches importantes qu'ils assumaient par ailleurs, les membres de la Commission ne purent bien certainement approfondir les questions fondamentales qui se posaient. C'est pourquoi Vaillant crut devoir susciter largement toutes les initiatives, inaugurant comme l'a écrit Georges Bourgin ce qu'on pourrait appeler « la méthode syndicaliste » (1).

Il encouragea les travaux de l'*Éducation nouvelle*, société qui se réunissait deux fois par semaine à l'École Turgot, et

(1) *Histoire de la Commune*, par Georges Bourgin, Paris, 1907 (Bibliothèque Socialiste n<sup>os</sup> 41-42) p. 110.

qui préconisait la laïcisation, l'obligation et la gratuité de l'enseignement pour les deux sexes avec application de la méthode expérimentale. Le 22 avril, Vaillant fit appel « à toutes les personnes qui ont étudié la question de l'enseignement intégral et professionnel », afin d'obtenir par écrit leurs suggestions. De cet appel sortit la Commission dite « d'organisation de l'Enseignement », avec les citoyens André, Dacosta, Manier, Rama et Sanglier. Vaillant voulut aussi réorganiser l'enseignement médical en faisant appel aux intéressés : docteurs, officiers de santé, professeurs libres, étudiants. Chacune de ces catégories devait se rassembler séparément et désigner divers mandataires munis de pouvoirs, lesquels arrêteraient un projet de réorganisation. Le 5 mai, Vaillant nomma le citoyen Ernest Mollé commissaire administratif au Muséum d'Histoire Naturelle avec mission de réunir le Directeur et les professeurs pour la reprise des cours et pour prendre en commun accord toutes mesures garantissant à la fois « les intérêts du public et ceux de l'établissement ». Enfin, Vaillant encouragea les efforts de la Fédération artistique.

Malheureusement, dans le domaine capital de l'enseignement primaire, Vaillant ne put s'appuyer sur aucune organisation quelconque d'instituteurs. Ces derniers, qui avaient profité de l'élan révolutionnaire en 1848 pour se grouper sous diverses formes, qui s'étaient constitués en associations dans plusieurs départements à la veille de la guerre, ne songèrent pas à créer une association corporative capable de les défendre et en même temps d'aider le pouvoir nouveau à débarrasser l'Ecole des immondices cléricales et bourgeoises. Plus de cent instituteurs pourtant furent condamnés par les Conseils de guerre versaillais comme ayant été plus ou moins partisans de la Commune, ce qui fait penser qu'un groupement de cette nature aurait pu être mis debout. On s'étonne que Vaillant n'ait pas suscité cette création.

## Le manque de compétences

Pour avoir une idée d'ensemble du travail de la Commune dans le domaine culturel, il faut examiner successivement les efforts de Vaillant et des municipalités d'arrondissement en faveur de l'enseignement populaire, l'œuvre de la Commune dans le domaine des Beaux-Arts et de la Science, ce qu'elle a tenté dans le sens de l'éducation politique des masses.

Vaillant et la Commission de l'Enseignement étaient sollicités en premier lieu par une tâche essentielle : organiser l'enseignement primaire. Des membres qui composèrent la Commission de l'Enseignement à diverses reprises : Verdure, Demay, Lefèvre, J.-B. Clément, J. Miot, Urbain, Courbet, Vallès, Leroy, combien connaissaient la question ? Pas un, fort probablement. Sans doute, Vallès était un ancien « pion », Verdure et Urbain d'anciens maîtres d'école, mais il faut bien le dire, les préoccupations d'ordre politique et journalistique semblent avoir dominé jusque-là, chez les deux premiers sur-

tout. Ils n'avaient sûrement pas de vues nettes sur ce qu'on pouvait et devait faire. Il y a même gros à parier qu'ils ne connaissaient pas la littérature socialiste touchant la question et qu'ils avaient lu sans y prêter attention les résolutions de l'Internationale au sujet de « l'Instruction intégrale » comprenant à la fois « la science et l'apprentissage des métiers ». La lutte contre l'Empire avait tellement absorbé tous les hommes qui, de près ou de loin, jouèrent un rôle sous la Commune, que le contenu concret de telles formules leur échappait. Parmi les membres mêmes de la Commune, Gustave Lefrançais et Allix étaient sans doute les seuls qui se fussent livrés à quelque recherche en ce sens.

On ne doit donc pas s'étonner que Vaillant ait été aux prises avec des difficultés résultant du manque de compétence et on s'explique mieux ainsi son recours à la collaboration, son appel aux bonnes volontés, sa « pratique syndicaliste ». Ce recours, cet appui extérieur était d'autant plus nécessaire, que la Commune mettait à la disposition de Vaillant des ressources insignifiantes. Du 20 mars au 30 avril, mille francs seulement ont été affectés à l'Enseignement sur les 7.290.000 francs provenant de la Banque de France.

---

## Les efforts de Vaillant en faveur de l'enseignement primaire

---

On suit très bien les efforts de Vaillant, pour rendre l'enseignement primaire laïc et professionnel, par ses arrêtés, ses notes et ses circulaires parus à l'*Officiel*.

Ce fut d'abord l'arrêté du 28 avril qui affirme la nécessité « d'organiser dans le plus bref délai l'enseignement primaire et professionnel sur un modèle uniforme dans les divers arrondissements de Paris ». Vaillant pousse aussi à la laïcisation « partout où elle n'est pas encore effectuée ».

L'ancien local des Jésuites, rue Lhomond (V<sup>e</sup> arrondissement) fut ensuite aménagé en vue d'y établir une école professionnelle pouvant recevoir les enfants à partir de 12 ans. D'autre part, l'ancienne école de dessin de la rue Dupuytren, fermée depuis un moment, fut réouverte et transformée en « Ecole professionnelle d'art industriel pour jeunes filles », avec comme directrice la citoyenne Parpolet, professeur de modelage.

Le 14 mai, Vaillant demanda aux municipalités la restitution à l'enseignement des locaux encore occupés par du matériel autre que le matériel scolaire. Quelques jours plus tard, il réclama d'elles tous renseignements sur les locaux susceptibles d'être utilisés pour l'enseignement professionnel. Le 11 mai encore, Vaillant intima l'ordre aux municipalités de faire disparaître des écoles tous les signes de l'enseignement religieux, tels que crucifix, madones « et autres symboles », dont la présence « offense la liberté de conscience ». Il était spécifié que

les objets de cet ordre en métal précieux seraient inventoriés et envoyés à la Monnaie.

Mais Vaillant se rendit compte qu'il ne pourrait obtenir une laïcisation véritable des écoles tant qu'il y aurait d'une part des instituteurs congréganistes, d'autre part des inspecteurs de l'ancien régime nourris d'idéologie religieuse.

Le 13 mai, il remit l'inspection des écoles entre les mains des membres de la Commission de l'Enseignement et de délégués « munis d'un pouvoir spécial ».

Il réclama en outre des municipalités un état du personnel laïque et congréganiste afin de dénombrer les maîtres rétifs et sans doute de voir dans quelle mesure leur licenciement pouvait s'opérer. Il est visible que Vaillant était guidé par le souci de concilier la poursuite rapide de la laïcisation et le désir de ne pas priver brusquement de maîtres un trop grand nombre d'écoles.

Tout cela ne laissait pas d'inquiéter et, disons le mot, d'impatienter les membres et les partisans de la Commune pour lesquels la laïcisation n'allait pas assez vite. Déjà, la section des Grandes-Carrières (18<sup>e</sup>) de l'Internationale avait voté une motion demandant formellement que la Commune décrète « l'instruction primaire, laïque et professionnelle, obligatoire et gratuite à tous les degrés ».

Les blanquistes, dont la lutte antireligieuse était pour ainsi dire une spécialité, n'étaient pas sans récriminer. C'est pour satisfaire les uns et les autres que Vaillant, à la date du 14 mai, dans une notification aux municipalités, contresignée par le Comité de Salut public, donna l'ordre de briser toute résistance à l'établissement de l'instruction laïque et d'arrêter les congréganistes et les récalcitrants qui refuseraient de s'incliner. Enfin, la Commune elle-même décréta le 18 mai, sur la proposition de la Délégation de l'Enseignement :

« Dans les quarante-huit heures, un état sera dressé de tous les établissements tenus encore, malgré les ordres de la Commune, par les congréganistes.

Les noms des membres de la Commune délégués à la Municipalité de l'arrondissement où les ordres de la Commune relatifs à l'établissement de l'enseignement exclusivement laïque n'auront pas été exécutés seront publiés chaque jour dans l'*Officiel*. »

Cette mesure vigoureuse arrivait trop tard. La Commune n'avait plus que six jours à vivre!

---

## L'œuvre scolaire des municipalités d'arrondissement

---

Il nous reste maintenant à examiner l'œuvre scolaire des Municipalités. C'est une entreprise assez délicate en l'état de la documentation. Quelques textes nous permettent toutefois de nous rendre compte des efforts poursuivis dans plusieurs arrondissements.

Dans le III<sup>e</sup>, Arnaud, Demay, Dupont et Pindy assurèrent



la gratuité des fournitures dès le 18 avril et à partir du 23 avril confièrent à des instituteurs laïques les trois écoles congréganistes des rues Ferdinand-Berthoud, Neuve-Bourg-l'Abbé et de Béarn. Les religieuses de l'école de la rue Vieille-du-Temple « ayant fui devant la Commune », la Municipalité du III<sup>e</sup> s'empara du local qu'elles avaient occupé, l'approprié et en fit un orphelinat où 94 enfants des deux sexes purent recevoir « de bons soins » en même temps qu'une instruction morale et libre. Grâce à cette création, la Municipalité put prendre, dans un appel inséré à l'*Officiel*, l'engagement d'élever les enfants des gardes nationaux qui succomberaient, « dans le souvenir du courage de leurs pères et dans la haine de l'oppression ». A retenir une vue originale : afin de ne pas isoler ces enfants du reste de la société, la Municipalité se proposait de leur adjoindre des externes.

Dans le IV<sup>e</sup>, la Municipalité lança le 12 mai une proclamation aux familles pour faire ressortir que l'instruction est à la fois un droit absolu pour l'enfant et un devoir impérieux pour la famille ou à défaut pour la société. L'appel affirme le principe de la neutralité scolaire et fait de la laïcité la conséquence de ce principe. Il annonce que tous les congréganistes ont été écartés des écoles publiques de l'arrondissement et que de fréquentes inspections permettront de s'assurer que l'enseignement religieux est désormais banni.

Le VIII<sup>e</sup> arrondissement se distingue grâce à Allix. Tout un travail de statistique basé sur les cartes de viande permit de se rendre compte jusqu'à quel point sévissait l'absentéisme scolaire. Les écoles anciennes furent maintenues et une école dite « nouvelle » projetée. Allix nomma une de ses anciennes élèves directrice de cette école. Les cours devaient en être publics « afin que les parents et les professeurs puissent y assister à leur gré ». Allix fonda une école-asile pour les orphelines et les jeunes personnes sans travail et une école normale de gymnastique. Il se proposait en outre de créer des classes provisoires dans tous les quartiers comme préfaces aux écoles nouvelles.

Dans le X<sup>e</sup>, l'école du faubourg Saint-Martin fut ouverte le 24 avril, après sa laïcisation, à tous les enfants de six à quinze ans sans distinction de nationalité. Son directeur le citoyen Poirson, licencié en droit, y faisait tous les jeudis soirs un cours public « de morale rationnelle et de droit politique ».

Dans le XII<sup>e</sup>, c'est seulement le 25 avril que la municipalité fit appel au concours de tous les instituteurs laïques pour remplacer les frères et les sœurs des écoles chrétiennes qui avaient abandonné leur poste. Une note de la municipalité dans le *Journal Officiel* dit emphatiquement :

« Chacun reconnaîtra que jamais occasion plus solennelle ne nous a été offerte d'inaugurer définitivement l'instruction laïque, gratuite et obligatoire. L'ignorance et l'injustice font place désormais à la lumière et au droit. »

Il semble bien que les édiles du XII<sup>e</sup> se soient contentés de servir ces clichés.

Dans le XIV<sup>e</sup>, la municipalité croyait pouvoir affirmer le 17 mai qu'en raison de sa surveillance et du peu de sympathie éprouvée à l'égard du personnel religieux, aucun repré-

sentant de ce personnel ne trouvait un « repaire » dans son arrondissement.

Le XVII<sup>e</sup> avait pour délégué à l'Instruction le citoyen Rama, membre de la Commission d'organisation de l'Enseignement. Rama s'occupa d'une « solution théorique et pratique » à donner à la question des écoles congréganistes. Dans un manifeste contresigné par Benoît Malon, et adressé aux instituteurs et institutrices, Rama développe les raisons qui militent, suivant lui, en faveur de la neutralité religieuse à l'école. Il admettait « que dans tous les temps et dans tous les pays on a abusé, même de la meilleure foi du monde, de l'ignorance et de l'innocence de l'enfant pour lui inoculer par l'exemple, par la contrainte et par l'habitude des préventions, des sentiments d'injustice et de haine qui aboutissent à des désordres sociaux et à des guerres ».

C'est reconnaître le caractère politique de l'école, c'est admettre qu'elle a été jusque-là un instrument d'esclavage entre les mains des classes dominantes.

Rama recommande aux maîtres :

a) L'emploi exclusif de « la méthode expérimentale ou scientifique, celle qui part toujours de l'observation des faits quelle qu'en soit la nature : physiques, moraux, intellectuels » ;

b) L'enseignement moral « dégagé de tout principe religieux ou dogmatique » et aussi éloigné de « l'esprit de domination » que de « l'esprit de servitude » ;

c) L'élimination des pratiques et images religieuses ;

d) La disparition de tout livre « contraire à la méthode scientifique et aux sentiments de concorde ». Cette dernière prescription rapprochée du considérant sur le rôle de l'école dans la préparation psychologique des guerres et des désordres sociaux nous permet d'inférer que Rama avait déjà en vue l'élimination des livres tendancieux, chauvins et autres.

Les journaux dévoués à la Commune reproduisirent tout au long le manifeste du citoyen Rama. Il fut inséré au *Journal Officiel* et *La Sociale* souligna la sympathie qu'il lui inspirait.

La municipalité du XVII<sup>e</sup> ne se contenta pas de fixer publiquement les principes sur lesquels devait s'étayer l'École nouvelle, elle adopta l'orphelinat que dirigeait F. Buisson et qui, transféré à Compuis, devait acquérir par la suite, grâce à Robin, une célébrité mondiale.

Dans le XX<sup>e</sup>, la municipalité entra dans une voie neuve en habillant et en nourrissant les élèves.

---

## L'enfance sous la Commune

---

On ne saurait séparer artificiellement les efforts de la Commune en vue d'instruire l'enfance de ses tentatives touchant les orphelinats et l'utilisation militaire de la jeunesse.

Il faut distinguer ici l'enfance ouvrière de l'enfance bourgeoise.

Les enfants des quartiers riches du Centre qui, pendant le siège, avaient toujours été privilégiés par rapport aux enfants des quartiers ouvriers de la périphérie, continuèrent à bénéficier de la situation sociale de leurs parents. Comme par le passé, ils purent même fréquenter le Guignol jusqu'au jour où les bombes versaillaises, dépassant le rond-point des Champs-Élysées, vinrent tomber devant le Cirque. Alors, comme le nota spirituellement un chroniqueur de l'époque, « Polichinelle, le Commissaire et même le diable » furent contraints de déménager.

Dans les quartiers ouvriers, pendant que les parents combattaient ou travaillaient, un grand nombre de jeunes apprentis licenciés et d'enfants qui ne fréquentaient pas l'école, livrés à eux-mêmes, traînaient dans les rues. On se demande même comment vivaient ceux qui, ayant quitté la maison paternelle, vagabondaient sur le pavé de la capitale. Il est certain que les dures conditions dans lesquelles se trouvait placée la classe ouvrière n'étaient pas sans influencer douloureusement sur toute l'enfance prolétarienne. Toutefois, insouciant comme on l'est à cet âge, gamins et gamines jouaient en plein bombardement. Et quand un obus tombait non loin d'eux, on les voyait parfois se précipiter sur les éclats qu'ils emportaient glorieusement.

Une statistique, dressée par Allix, nous apprend que dans le VIII<sup>e</sup> arrondissement, sur 6.251 garçons et filles de 7 à 15 ans, les écoles communales ne recevaient que 3.030 élèves, même pas la moitié. Encore est-il bon de noter qu'Allix a compté parmi les 3.030 élèves tous les enfants de 3 à 7 ans fréquentant les asiles de l'arrondissement. En tenant compte de ce fait et en n'oubliant pas que l'âge scolaire commence à 5 ans et non à 7, on arrive à cette conclusion qu'au moins 4.000 enfants d'âge scolaire, dans un arrondissement comme le VIII<sup>e</sup>, où l'on s'occupait beaucoup des écoles, restaient en dehors des établissements d'instruction. Il est clair que les mesures prises par plusieurs municipalités contre la mauvaise fréquentation scolaire ne pouvaient constituer qu'un faible palliatif sans distribution de galoches et de vêtements, sans l'institution de cantines, mesures réclamées par la détresse économique des travailleurs.

Du côté des salles d'asile publiques, un effort fut fait. Le personnel qui avait toujours été au-dessous des besoins s'augmenta à la suite de plusieurs appels. Dans le VIII<sup>e</sup> arrondissement cité plus haut, on comptait 271 enfants de 3 à 7 ans dans deux salles d'asile.

Nous avons déjà eu l'occasion de signaler la fondation d'orphelinats sous l'égide des municipalités. On doit, semble-t-il, à l'initiative privée la création de l'orphelinat de la Garde Nationale, boulevard Victor-Hugo, 40 (ancien boulevard Haussmann), dans un local aéré et sain contenant 300 lits. Les enfants, garçons et filles, y étaient admis tous les jours, de 1 heure à 4 heures, sur la présentation d'un certificat « non motivé » du sergent-major constatant que le père appartient à une compagnie de la garde nationale.

Le directeur Raymond, désireux de secourir l'enfance malheureuse, faisait appel d'une part à toutes les mères de famille ayant des vêtements, chemises ou souliers d'enfants sans usage, et d'autre part à « toutes les citoyennes de cœur »

qui voudraient lui apporter leur concours pour « soigner et instruire » les garçons et filles confiés à ses soins.

Bien que ce soit peut-être empiéter sur la partie militaire de l'histoire de la Commune, il convient à cette place de mettre en relief la belle conduite de tous ces braves petits prolétaires qui, surexcités par la situation révolutionnaire, aigris par les privations successives, devaient, comme le reconnaîtront plus tard les juges des conseils de guerre, « fournir à l'insurrection un concours très utile » (1).

C'est un fait que le gamin de Paris, ce gavroche si prompt aux polissonneries autant qu'à l'héroïsme, a joué un rôle à toutes les époques de crises révolutionnaires. Et si l'on admet que la profondeur d'une révolution se mesure à l'ardeur des femmes et des enfants, il faut en conclure, étant donné la large participation des enfants et de leurs mères, que la Commune constitue la plus forte tempête révolutionnaire qui ait soufflé sur la capitale.

On ne vit pas seulement des bandes d'enfants ouvriers promener dans les rues de petits drapeaux rouges au chant de la *Marseillaise* et aux cris de : *Vive la Commune* par milliers, des enfants se précipitèrent au combat des avant-postes ou firent le coup de feu sur les barricades. « Ils suivaient les bataillons aux tranchées, dans les forts, s'accrochaient aux canons », a noté Lissagaray.

Les journaux du temps (2) relatent leurs traits de courage Cueillons-en quelques-uns :

V. Thiebaut, quatorze ans, accourait à travers les balles pour donner à boire aux défenseurs du rond-point de Saint-Ouen. Les obus ayant forcé les fédérés à se replier, ceux-ci allaient sacrifier une pièce de vin appartenant à leur Bataillon. Mais l'enfant la défonça au péril de sa vie en s'écriant : « Ils ne boiront toujours pas notre vin. » Puis il saisit une carabine, la chargea et tua un officier de gendarmerie, après quoi il sauva un fourgon du Bataillon.

Charles Benderitter, quinze ans, s'offrit comme artilleur à la 7<sup>e</sup> Batterie de la *Marseillaise*. Son enthousiasme, sa gaieté lui attirèrent l'affection de ses camarades; la sûreté de son coup d'œil le fit remarquer. Pendant dix jours et dix nuits, il ne quitta pas sa pièce et chacun de ses coups portait. Le 18 avril, à Neuilly, tandis qu'il s'assurait de l'exactitude de son tir, un éclat d'obus l'atteignit à la jambe et lui coupa presque le pied. Il tomba en criant : « Vive la République! » Transporté à l'ambulance, il supporta vaillamment ses souffrances. Voilà un autre Bara que la Bourgeoisie française se gardera bien de donner en exemple aux petits prolétaires dans ses manuels d'histoire.

Les « tirailleurs Painchaud », qui comprenaient des enfants de 15 ans, se livrèrent à des coups d'audace. On les vit le 16 mai risquer une escapade des plus hardies. Sans ordre et en cachette, ils descendirent des remparts à l'aide d'échelles et s'aventurèrent dans le bois de Boulogne. Au bout d'une heure, ils rentrèrent, rapportant des chassepots enlevés à des gendarmes qu'ils avaient surpris. Dans les mêmes parages de

(1) *Les procès de la Commune*, 21<sup>e</sup> livraison (Compte rendu du procès des Pupilles de la Commune).

(2) *La Commune*, le *Mot d'Ordre*, l'*Officiel*.

la porte Maillot, Eugène Vaxivière, treize ans et demi, plus d'un mois auparavant, avait continué de servir malgré sa blessure.

Le 23 mai, quand le Comité de Salut Public annonça que l'ennemi s'était introduit dans la capitale et lança son appel célèbre : « Tout le monde aux barricades ! », il trouva un puissant écho parmi l'enfance ouvrière.

Benoît Malon estime à 5.000 le nombre des enfants qui, aux sombres jours de la Semaine sanglante, combattirent ou moururent sur les barricades aux cris de *Vive la Commune, Vive la République universelle, Vive le Travail*. Cette estimation paraît fortement exagérée à première vue. Mais quand on sait que sur les 20.000 fédérés morts, il y eut bien des enfants, quand on relève 651 enfants arrêtés officiellement, quand on en voit bon nombre condamnés à la déportation, à l'emprisonnement ou affectés dans des maisons de correction par les conseils de guerre, on se dit que Benoît Malon n'a peut-être pas tellement forcé la note.

Tout un corps de jeunes combattants fut habillé, équipé et armé les 21 et 22 mai. On l'appela le corps des *Pupilles* ou *Enfants de la Commune*. Il était caserné place du Château-d'Eau, actuellement place de la République. Ce corps comprenait une centaine de garçons de 10 à 16 ans qui « s'étaient enrôlés de leur plein gré et recevaient une solde de quinze sous par jour. La majorité semble avoir été composée d'enfants de 14 et 15 ans. C'étaient des fils d'ouvriers, pour la plupart chétifs. Ils participèrent à la construction et assurèrent la défense des barricades établies aux abords de la place du Château-d'Eau et dans la rue du Faubourg-du-Temple. Les deux barricades de la rue de l'Entrepôt paraissent avoir été entièrement défendues par eux. Maison par maison, tirant jusqu'à cinquante coups de feu, ils défendirent la rue Magnan pour se replier sur la grande barricade du Château-d'Eau qui obstruait l'entrée du boulevard Voltaire. Là, ils multiplièrent les actes de bravoure et de témérité. L'un d'eux saisit un guidon et monta sur les pavés, narguant l'ennemi, lui reprochant d'avoir tué son père, Vermorel, Jaclard, Theiz, Lisbonne dirent à l'enfant de descendre. Il refusa, s'obstinant, jusqu'au moment où une balle versaillaise le foudroya. Une peu plus tard, au même endroit, le vieux Delescluze ne devait pas mourir autrement que ce jeune héros. On vit, là encore, un gamin de quinze ans, Dautuille, franchir les pavés et, sous une grêle de balles, ramener aux fédérés le képi d'un lieutenant tué en avant de la barricade.

Le plus enragé tireur d'une des barricades du faubourg du Temple fut un enfant dont le tranquille héroïsme est passé à la postérité. La barricade enlevée, tous ses défenseurs sont alignés le long d'un mur pour être fusillés. Alors l'enfant demande à l'officier versaillais quelques minutes de répit, le temps d'aller chez lui, tout près, porter sa montre d'argent et dire adieu à sa mère. L'officier le laisse partir :

« ... — Va-t'en, drôle ! — L'enfant s'en va. — Piège grossier ! Et les soldats riaient avec leur officier, Et les mourants mêlaient à ce rire leur râle ; Mais ce rire cessa, car soudain l'enfant, pâle,

Brusquement reparut, fier comme Viala,  
Vint s'adosser au mur et leur dit : « Me voilà. »

La mort stupide eut honte et l'officier fit grâce (1). »

Hélas! pour un jeune héros épargné, combien de centaines de petits prolétaires — de « graine d'insurgé », comme disaient les bourreaux galonnés — furent sacrifiées à la vengeance bourgeoise. A défaut des faits qui viennent d'être cités, l'étendue, la cruauté de cette répression attesteraient, s'il en était besoin, la part importante prise par l'enfance ouvrière à la défense de la Commune.

## La haute culture sauvegardée

Les Versaillais, pour « remonter le moral » de leurs troupes mercenaires et pour égarer les travailleurs de province, représentaient la Commune comme un gouvernement de barbarie et le Paris de la Révolution prolétarienne comme un lieu de ténèbres. Les journaux à leur solde allaient même jusqu'à insinuer que des tableaux provenant du Louvre étaient vendus à Londres.

En fait, il se peut que des antiquaires londoniens aient mis à profit la situation pour vendre des toiles provenant soit-disant du musée du Louvre, mais ce qu'on est en droit d'affirmer — avec l'administration du Louvre — c'est que les collections de cet établissement sont demeurées intactes, « qu'elles ont été préservées des dangers de la guerre, respectées et protégées ».

Dès le 25 mars, par une note insérée à l'*Officiel*, le Comité Central signalait au public qu'il avait fait occuper tant le Louvre que les Tuileries « dans le but de mettre à l'abri et de faire respecter les chefs-d'œuvre et les objets précieux qu'ils contiennent ». Le même numéro de l'*Officiel* annonce que les Tuileries, fermées depuis le 4 septembre par le gouvernement, seront ouvertes au public ainsi que les musées. Mais c'est seulement le 15 avril que le Louvre fut effectivement réouvert aux artistes et aux gens du peuple. Deux jours après, tous les jardins, parcs et autres lieux publics de promenade fermés jusque-là pour cause de sûreté militaire furent aussi mis à la disposition de tous.

Dans ce Paris que les ribauds et les ruraux de Versailles montraient à la province comme se livrant à une orgie sanglante, la partie de l'élite intellectuelle qui n'avait pas quitté la capitale pouvait satisfaire à tous ses besoins culturels.

L'Académie des Sciences continua de se réunir à partir du 17 avril. Des savants comme Chevreul et Milne-Edwards purent s'y livrer en toute quiétude à des controverses du plus

(1) Victor Hugo. *L'Année Terrible*.

haut intérêt. Stanislas Meunier y donna lecture de son intéressant mémoire sur le métamorphisme des météorites.

Mollé plaça le Muséum d'Histoire Naturelle « sous la sauvegarde des citoyens ». Il fit appel au public pour « prêter aide aux gardiens » et au besoin agir afin de « garantir les intérêts généraux » de l'établissement.

Au Collège de France, les cours d'arabe reprirent le 15 avril à raison de deux par semaine. L'École des Beaux-Arts fonctionnait et on ne manqua pas de prévenir les élèves que le concours pour les grands prix de Rome aurait lieu en 1871 comme les années précédentes.

Emile Perrin, directeur de l'Opéra, n'ayant rien fait pour parer aux difficultés de la situation et ayant accumulé les obstacles afin d'empêcher une représentation nationale au profit des victimes de la lutte et des artistes musiciens, fut révoqué par le délégué à l'Intérieur Cournet, à la date du 9 mai. En même temps, Cournet, considérant que, malgré la crise, l'art et les artistes ne devaient pas « rester en souffrance », nomma Eugène Garnier directeur de l'Opéra à titre provisoire et institua une commission composée de A. Regnard, Lefebvre-Roncier, R. Pugno, Edmond Levraud, Selmer et lui-même afin de « veiller aux intérêts de l'art musical ». Le nouveau directeur fut présenté au personnel de l'Opéra par deux délégués de la Commune le 12 mai, jour des bombardements violents sur Asnières, Clichy et Neuilly et des attaques sur Vanves. Regnard prononça une allocution; à cette occasion, Garnier suscita une représentation du personnel à raison d'un délégué par catégorie et lança l'idée d'une association des artistes de l'Opéra analogue à la Société du Théâtre-Français.

Du côté du Conservatoire de Musique, on semble avoir été moins pressé d'agir. C'est seulement le 15 mai, beaucoup trop tard, que la Délégation à l'Enseignement songea à réformer cet établissement.

---

## Réorganisation et protection des bibliothèques publiques

---

C'est surtout du côté des grandes bibliothèques publiques que se remarque l'effort de la Commune.

Le 1<sup>er</sup> avril, le Comité de l'Intérieur et de la Sûreté Générale, désirant prouver qu'il entendait « conserver soigneusement aux générations futures tout ce qui se rapporte à la gloire et à la science du passé », délégua à la Bibliothèque Nationale « avec pleins pouvoirs » le citoyen Jules Vincent. En réalité, il faut voir là une mesure politique au premier chef. La Commune prenait ses précautions : presque tous les conservateurs et bibliothécaires de la rue de Richelieu, les Delisle, les Dauban et autres, étaient connus comme de fiers réactionnaires. La Commune craignait que la Bibliothèque Nationale ne devint un foyer contre-révolutionnaire.

Aussitôt nommé, Vincent réunit le personnel de la B. N. Il fut décidé, d'un commun accord, que sans porter atteinte aux règlements en vigueur dans l'établissement, des mesures seraient prises pour « sauvegarder l'intégrité et la conservation des collections ». Vincent obtint des fonctionnaires et employés l'engagement « de se renfermer dans les strictes limites de leur rôle » et d'être « fidèles à leur devoir professionnel ». Mais cet engagement ne fut pas tenu. Une bonne partie du haut personnel prit du large. Ce fut la gabegie. Tenu pour responsable, Vincent fut relevé de ses fonctions par arrêté de Vaillant en date du 27 avril sur la proposition même de Cournet. La délégation de l'Enseignement, à l'encontre de Vincent, était décidée à une « réorganisation radicale de la B. N. ». Elle fit désigner Elie Reclus comme directeur avec, comme adjoint, le citoyen Guizard. Le 11 mai, Vaillant révoqua d'un seul coup 25 fonctionnaires qui avaient déserté leur poste, parmi lesquels « le sieur Léopold Delisle », chef du département des manuscrits. A l'*Officiel* du 12 mai parut une nouvelle fournée de 28 bibliothécaires, conservateurs ou attachés, relevés de leurs fonctions.

La Bibliothèque Mazarine avait été forcée de fermer par suite de la pénurie de personnel. Elle fut réouverte le 8 mai sous la direction de B. Gastineau et les fuyards de Sacy, Philarète Chasles, Jules Sandeau, Moreau, Daremberg, Cocheris et Laurédent-Larcher en furent déclarés démissionnaires.

Benjamin Gastineau fut nommé aussi Inspecteur des Bibliothèques communales. Par arrêté du 12 mai, il mit un terme au pillage des bibliothèques publiques par les privilégiés. Il dénonça devant l'opinion ceux qui n'avaient pas craint de se tailler une bibliothèque dans les bibliothèques nationales « en empruntant des livres qu'ils rendaient rarement et en privant ainsi les travailleurs des ouvrages les plus nécessaires et les plus précieux ». Gastineau supprima d'une façon absolue le prêt de livres à domicile et ordonna à tous ceux qui avaient ainsi emprunté des ouvrages de les rendre dans les huit jours.

## La Fédération artistique (art plastique)

Il y eut sous la Commune, parmi les artistes, un mouvement original à base fédéraliste.

Le mouvement des peintres, sculpteurs, graveurs, artistes industriels fut de beaucoup le plus remarquable. Il n'y avait qu'un signe à faire pour rassembler tous les « bohèmes » du quartier Latin, tous les artistes qui s'étaient plus ou moins mêlés à l'opposition au Second-Empire et aux manifestations estudiantines, aux groupements secrets blanquistes et aux Sociétés de Libre Pensée. Autorisé par la Commune, Gustave Courbet, dans un appel fameux et vibrant que l'*Officiel* se fit un devoir de reproduire, invita ses confrères à se réunir. Le grand peintre révolutionnaire, ami de Vallès, de Vermorel, de P. Denis, disait entre autres : « Aujourd'hui, j'en appelle



aux artistes; j'en appelle à leur intelligence, à leur sentiment, à leur reconnaissance. Paris les a nourris comme une mère et leur a donné leur génie. Les artistes, à cette heure, doivent par tous leurs efforts (c'est une dette d'honneur) concourir à la reconstitution de son état moral et au rétablissement des arts qui sont sa fortune...

« La revanche est prise, le génie aura son essor; car les vrais Prussiens n'étaient pas ceux qui nous attaquaient d'abord...

« Ah! Paris, Paris, la grande ville, vient de secouer la poussière de toute féodalité. Les Prussiens les plus cruels, les exploités du pauvre, étaient à Versailles. Sa révolution est d'autant plus équitable qu'elle part du peuple. Ses apôtres sont ouvriers, son Christ a été Proudhon. Depuis 1.800 ans, les hommes de cœur mouraient en soupirant, mais le peuple héroïque de Paris vaincra les mistagogues et les tourmenteurs de Versailles, l'homme se gouvernera lui-même, la fédération sera comprise et Paris aura la plus grande part de gloire que jamais l'histoire ait enregistrée... »

Une Commission provisoire élabore tout d'abord un programme destiné à être soumis à une assemblée générale des artistes. Cette assemblée se tint le 13 avril dans le grand amphithéâtre de l'École de Médecine. Elle était placée, comme l'écrivit emphatiquement Courbet, « sous le protectorat de la Commune ». Ce fut un succès. La salle était pleine et tous les arts plastiques y étaient largement représentés. On comptait plus de quatre cents personnes, parmi lesquelles Feytaud et Héreau comme peintres, Moulin et Delaplanche comme sculpteurs, Bertall comme caricaturiste, Michelin pour la gravure. Il y avait beaucoup d'architectes et d'ornemanistes. Courbet — qui devait être élu membre de la Commune quelques jours plus tard — présidait, assisté de Moulin et d'Eugène Pottier. La présence du futur auteur de *l'Internationale* dans cette assemblée peut paraître étrange, mais il faut savoir que Pottier était un dessinateur industriel de talent, très apprécié, qui avait fondé avant la guerre la Chambre Syndicale de sa profession, et l'avait fait adhérer en bloc à l'Internationale. C'est à titre de dessinateur que Pottier donna lecture à l'assemblée du rapport rédigé par lui au nom de la commission préparatoire.

Un homme comme Delion (1) qui attribue gratuitement à Pottier la marotte de vouloir être « législateur des arts » et qui entrevoit la Barbarie comme résultante du Socialisme, qualifie ce rapport de « simple, clair, ingénieux ». Marquet de Vasselot, peu tendre en général pour les Communards, se demande de son côté si le rapport de Pottier n'est pas « l'idéal du rapport rêvé par les artistes » (2). Ces appréciations flatteuses ont d'autant plus de valeur qu'elles sont postérieures à la Commune. En les lisant, on comprend pourquoi *l'Officiel* de la Commune tint à insérer en entier le rapport de Pottier en spécifiant que ce « document, très intéressant, contenait

(1) *Les membres de la Commune et du Comité Central*, par Paul Delion, Paris 1871, p. 165.

(2) 1871. *Enquête sur la Commune de Paris*. Paris, Ed. de la Rue Blanche, p. 115.

des considérations vraiment élevées sur les besoins et les destinées de l'art contemporain ».

Que demandait Pottier? Le ralliement de tous les artistes adhérant aux principes de la Révolution communaliste dans une vaste Fédération prenant pour plate-forme : « La libre expansion de l'art, dégagé de toute tutelle gouvernementale et de tous privilèges;

« L'égalité des droits entre tous les membres de la Fédération;

« L'indépendance et la dignité de chaque artiste mises sous la sauvegarde de tous par la création d'un Comité élu au suffrage universel des artistes. »

Ce Comité comprenait 47 membres élus pour un an au scrutin de liste et au vote secret par tous les citoyens justifiant de la qualité d'artistes. Sur ces 47 membres, chaque spécialité se trouvait représentée. Il y avait 16 peintres, 10 sculpteurs, 5 architectes, 6 graveurs et lithographes, 10 membres de l'art décoratif. La durée du mandat était d'un an, mais, afin de laisser un élément de stabilité dans le Comité, 15 membres choisis par le Comité lui-même restaient deux ans en fonction, Pottier, emporté par l'enthousiasme, qualifiait ce Comité de « gouvernement du monde des arts par les artistes ». Il faut dire qu'il lui assignait une triple et vaste mission : 1° la conservation des trésors du passé; 2° la mise en œuvre et en lumière de tous les éléments du présent; 3° la régénération de l'avenir par l'enseignement.

Tous les monuments, galeries, collections et musées publics étaient placés sous la surveillance administrative du Comité qui se chargeait d'en dresser les plans, inventaires, catalogues, de les mettre à la disposition du public, d'en signaler les réparations urgentes, d'en nommer ou révoquer les fonctionnaires. Le Comité se proposait d'organiser des expositions nationales et internationales, n'y admettant que des œuvres représentant des créations originales, repoussant toute exhibition mercantile « tendant à substituer le nom de l'éditeur ou du fabricant à celui du véritable créateur ». Il n'était pas prévu de récompenses, mais la Commune devait répartir ses travaux ordinaires entre les artistes désignés par le suffrage universel des exposants. Les travaux extraordinaires étaient attribués à la suite d'un concours.

Le Comité entendait surveiller l'enseignement du dessin et du modelage dans les écoles primaires et professionnelles communales. Il désirait favoriser l'introduction des « méthodes attrayantes » et désigner les sujets d'élite dont les études seraient complétées aux frais de la Commune. Enfin était envisagée la création d'un organe de la Fédération : l'*Officiel des Arts*, qui devait être soigneusement expurgé de toute trace mercantile. Pour résoudre les questions litigieuses, des arbitres étaient prévus et le Comité s'engageait « par la reproduction populaire des chefs-d'œuvre », par l'image, par l'affiche, à concourir à la « régénération », à « l'inauguration du luxe communal », aux « splendeurs de l'avenir et à la République universelle ». C'était là un vaste et ambitieux programme qui dépassait évidemment de loin les possibilités de réalisation de la Commune.

Les élections à la Commission fédérale eurent lieu au Louvre le 17 avril. La liste présentée par la *Sociale*, journal

d'André Léo, passa tout entière, G. Courbet, le grand sculpteur Dalou et Boileau fils composèrent le bureau de la Commission qui siégea désormais à « l'ex-ministère des Beaux-Arts », rue de Rivoli. Elle collabora avec Vaillant, s'occupant entre autres de la réorganisation du musée du Louvre, proposant la suppression de l'emploi d'architecte au musée du Luxembourg comme inutile, faisant nommer André Gill, Gluck et Chapuy comme conservateurs du musée du Luxembourg, prenant des dispositions pour l'orientation artistique de l'enseignement primaire...

## La Fédération artistique (art lyrique et dramatique)

Parallèlement au mouvement des artistes de l'art plastique se développa un mouvement des artistes de l'art lyrique et dramatique.

Une première réunion tenue à l'Alcazar, faubourg Poissonnière, le 10 avril, jeta les bases d'une Fédération artistique, étant donné, dit le procès-verbal plutôt confus, « qu'au nom de la démocratie et de la fraternité il est bien d'appeler sous le même drapeau les membres d'une même famille ayant les mêmes goûts, les mêmes aspirations et liés en quelque sorte par des relations quotidiennes ». Cette première réunion nomma une Commission exécutive provisoire composée des citoyens Paul Burani, auteur dramatique, président; Antonin Louis, secrétaire; Nicole et Fernand, assesseurs. Il est curieux de noter que le secrétaire de la Fédération naissante deviendra plus tard le chansonnier de la Réaction boulangiste, puis de la Réaction nationaliste et antidreyfusarde. Ce ne fut du reste qu'un secrétaire éphémère, puisque quelques jours plus tard les communications du groupement indiquent comme secrétaire Paul Burani. Il semble bien qu'il y eut des dissentiments entre les membres de la Commission exécutive provisoire touchant l'orientation de la Fédération. C'est du moins ce qui ressort non pas seulement du changement de bureau, mais d'une note de Burani annonçant que ses camarades s'étaient réunis le 16 avril sous la présidence du citoyen Paera pour procéder à la « nomination des cadres » de la Fédération et pour convoquer une nouvelle assemblée en vue de nommer une commission chargée d'élaborer les statuts d'une « Fédération purement sociale ».

L'assemblée du 18 aboutit tout au moins à une résolution d'ordre pratique. Elle demanda à la Commune la libre disposition des salles de spectacle non occupées appartenant à la Ville pour organiser des représentations au bénéfice des veuves, blessés, orphelins et nécessiteux de la garde nationale. Elle apportait le concours gratuit de ses membres et laissait à une Commission que choisirait la Commune le soin de centraliser les recettes afin d'en répartir le produit entre les victimes des vingt arrondissements.

A la date du 22 avril, la Commune fit droit à la demande de la Fédération artistique. Alors, le Comité d'organisation des représentations de bienfaisance se mit à l'œuvre. Il précisa dans un communiqué quelles étaient ses vues et, pour inaugurer la série des représentations, il prépara une « grande solennité musicale et dramatique » pour le 7 mai, dans la vaste salle du Châtelet. Son effort ne s'arrêta pas là; mais il est difficile de démêler, parmi les concerts et représentations dramatiques de bienfaisance donnés sous le patronage de la Commune, ce qui revient en propre à la Fédération artistique de ce qui doit être attribué à d'autres initiatives.

Ce mouvement des artistes lyriques et dramatiques, quoique s'étayant sur une base moins solide que le mouvement des artistes plastiques, méritait pourtant d'être signalé.

---

## Efforts visant à l'éducation politique des masses

---

Dans le domaine de l'éducation politique des masses populaires, on note un effort systématique de la Commune afin d'éclairer la province. Cet effort, qui échut à la Délégation aux Relations extérieures, ne fut entrepris qu'en fin avril, Paschal Grousset n'ayant pas compris à temps que la Délégation devait être surtout un Comité de propagande. Des émissaires furent envoyés dans les départements. Un manifeste aux paysans rédigé par André Léo, la future compagne de Benoît Malon, fut répandue en province à plus de 100.000 exemplaires (1).

Pour rehausser le niveau politique des travailleurs de Paris, on ne peut pas dire qu'il y eut un effort conscient et méthodique de la Commune. Ce qui a été fait dans ce sens par les clubs et les journaux doit être porté au compte de l'initiative individuelle ou collective. Toutefois, en raison de son origine, de son caractère, des nécessités de la lutte révolutionnaire, la Commune prit un certain nombre de mesures d'ordre politique et social qui, portées à la connaissance des masses, ne furent pas sans influencer sur leur mentalité. La Commune contribua ainsi, sous une forme démonstrative, indirectement, à l'éducation de la classe ouvrière.

Elle y contribua encore sous une forme plus directe par des appels et proclamations.

Mais c'est surtout en profitant des grands événements, en utilisant ou en provoquant de puissantes manifestations de masse qu'elle donna au peuple de Paris la conscience de sa force et l'élan nécessaire au combat contre Versailles. A ce sujet, on peut dire que la Commune continua dignement la tradition révolutionnaire française.

---

(1) Voir à ce sujet mon article sur *La Commune et les Paysans*, *Bulletin Communiste*, 2<sup>e</sup> année, n<sup>os</sup> 21-22, 26 mai 1921.

Ce serait assurément sortir du cadre de cette étude que d'insister sur les grandes fêtes civiques de la Commune, mais il convient de les relater à cette place.

Le dimanche 28 mars, 200.000 Parisiens assistèrent à la proclamation solennelle du gouvernement issu de l'insurrection. Ce fut une journée d'enthousiasme débordant. « Jamais depuis la Fédération de 1790, prétend Lissagaray, les entrailles de Paris ne furent aussi fortement secouées (1). »

Le 6 avril eurent lieu dans les grandes artères, pour l'édification de tout un peuple, les funérailles grandioses des premières victimes des Versaillais. Benoit Malon estime qu'à la Bastille la foule recueillie s'élevait bien à 200.000 personnes (2).

Le 29 avril, le défilé imposant et solennel des 10.000 francs-maçons revêtus de leurs insignes et portant leurs bannières, défilé habilement exploité par la Commune, ne fut pas sans frapper l'imagination populaire.

Enfin, le 16 mai, aux applaudissements d'une foule immense, tombait la colonne Vendôme, symbole de la gloire et du carnage militaristes.

---

## Conclusion

---

Telle est, dans ses grandes lignes, l'œuvre de la Commune sur le plan culturel. Il nous reste à la résumer et à l'apprécier.

Au point de vue de l'enseignement primaire, Amédée Dunois a fort judicieusement noté : « Si peu qu'il leur ait été donné de faire, les communards n'en sont pas moins entrés bien avant la démocratie bourgeoise dans la voie d'une réorganisation complète de l'enseignement du peuple (3). »

C'est là un fait indéniable : au milieu du tumulte et de la poudre, la Commune a trouvé le moyen de fixer la quadruple base de l'enseignement populaire : obligation, gratuité, laïcité, instruction professionnelle. Elle a fait mieux : elle s'est employée à transformer tout de suite ces principes en réalités vivantes. Au surplus, Jules Ferry, préfet de la Seine, dans une circulaire aux maires d'arrondissement datée de fin mai 1871, a reconnu formellement l'effort de laïcité de la Commune.

En période calme, la Démocratie bourgeoise devait mettre dix ans à reconnaître l'obligation et la gratuité de l'enseignement primaire. Elle devait laisser passer quinze ans avant de proclamer la laïcité de l'enseignement. Elle attendit trente-trois ans pour interdire l'enseignement aux congréganistes

---

(1) *Histoire de la Commune de 1871*, Paris, s. d. (1896), p. 148.

(2) *La troisième Défaite du Proletariat français*, Neufchâtel, 1871, p. 231.

(3) *La Commune de Paris, textes et documents*, Paris, Librairie de l'Humanité, p. 28.

de tout ordre et de toute nature, tout au moins sur le papier. Aujourd'hui enfin, plus d'un demi-siècle après la Commune, nous sommes à même de juger que rien de sérieux n'a été fait pour associer l'atelier à l'école. Cette simple comparaison en dit assez long sur la « valeur réformatrice » et de la démocratie bourgeoise et de la démocratie prolétarienne.

Au point de vue de la culture supérieure et du développement de l'art, l'étude serrée de la Commune détruit les légendes ineptes forgées par les Versaillais.

Ces fédérés soi-disant « plus dévastateurs que les Goths, les Vandales et les Huns, plus barbares que les hordes d'Alaric, de Genseric et d'Attila (1) », étaient les dignes citoyens de ce Paris où l'art et le génie ont rassemblé les plus éblouissantes merveilles, Ah! sans doute, il est facile de jouer sur les mots en portant au compte de la « barbarie ouvrière » les destructions qui sont le fait de la guerre impitoyable entre Versailles et Paris. Mais, heureusement, le *Journal Officiel* versaillais est là pour témoigner en faveur de la Commune. Il reconnaît qu'à part les bibliothèques du Louvre et du Palais-Royal, dévorées par l'incendie consécutif à la bataille des rues, toutes les grandes bibliothèques parisiennes et le riche dépôt des Archives Nationales sont restés intacts. Il reconnaît également que tous les musées ont été respectés par les Communeux. Parlant du Louvre, il écrit : « Nos beaux marbres, nos grandes toiles sont préservés, Nous n'avons rien perdu, absolument rien. » Parlant des autres musées, il dit : « Le musée de Cluny étalera encore ses faïences, ses cristaux, ses armures, ses bijoux, ses meubles... Le Luxembourg nous rend intacts les toiles de l'école française contemporaine. Le musée de Sèvres, transporté dans Paris... a miraculeusement échappé aux communeux. Nous avons perdu les Gobelins avec les magnifiques tapisseries qu'ils contenaient, mais les tapisseries de la couronne nous restent. »

Non seulement, comme on l'a vu par ailleurs, la Commune, malgré le péril et les difficultés de l'heure, s'occupa des bibliothèques, des musées et de l'enseignement supérieur, mais elle encouragea un mouvement artistique original qui laissa des traces profondes. On est frappé, comme l'a remarqué Marquet de Vasselot (2), de la similitude qui existe entre les statuts de la Société Nationale des Beaux-Arts constituée en 1890 et ceux de la Fédération de 1871. Lorsque le sous-secrétaire d'Etat Turquet, en 1880, créait la Société des Artistes Français, il adoptait une partie du programme tracé par Pottier, tout en réservant les droits de l'Etat en ce qui concerne le Salon officiel.

Il faut marquer enfin fortement que l'art dramatique et la musique sous toutes ses formes ne cessèrent pas d'exercer leur action pendant la Commune. Dominant le bruit du canon, les musiques de divers bataillons de la garde nationale donnèrent des concerts dans les quartiers ouvriers; la tragédienne Agar « hurla » la *Marseillaise*, pour employer l'expression gracieuse du *Figaro*; Fernand Desaulnée fut applaudi dans *Sois maudit, Bonaparte!* pièce de sa composition; les citoyen-

(1) *Le Petit Moniteur Universel* du 4 juin 1871, n° 148.

(2) 1871. *Enquête sur la Commune de Paris*. Paris, Ed. de la Revue Blanche, s. d., p. 116.

nes Amiati et Bordas continuèrent d'être chaleureusement bis-sés et le Grand Opéra se mit à étudier l'*Hymne à la Liberté*, de Gossec, qui n'avait pas été exécuté depuis 1793.

Vaillant écrivait naguère, en parlant de la Commune : « Dans leurs fonctions, la plupart des citoyens qui y avaient été délégués firent honneur à leur mandat » (1). On peut appliquer ce jugement de Vaillant à Vaillant lui-même, étant donné l'œuvre constructive tout à fait méritoire accomplie par la Délégation de l'Enseignement. Et si par delà le travail fourni par cette Délégation, on envisage dans toute son ampleur l'œuvre générale de la Commune au point de vue culturel, on peut dire qu'en égard aux conjonctures du temps cette œuvre forme un ensemble impressionnant.

MAURICE DOMMANGET.

---

(1) 1871. *Enquête sur la Commune de Paris*, ouvrage cité, p. 72.



# Bureau d'Éditions, de Diffusion et de Publicité

132, FAUBOURG SAINT-DENIS — PARIS-X<sup>e</sup>

Téléph. Nord 07-51 et 07-52

C. C. Chèque postal : Paris 943-47

## EXTRAIT DE NOTRE CATALOGUE

G. BOURGIN. — <i>Histoire de la Commune</i> .....	6 »
A. DAYOT. — <i>L'Invasion, Le Siège, La Commune</i> (superbe album in-4° relié 1/2 chagrin).....	30 »
L. DESCAVES. — <i>Philémon, vieux de la vieille</i> .....	12 »
— <i>La Colonne</i> .....	12 »
M. DOMMANGET. — <i>Blanqui</i> .....	3 25
— <i>E. Varlin</i> .....	1 »
N. LENINE. — <i>La Commune de Paris</i> .....	0 40
P. LUQUET. — <i>La Commune de Paris</i> .....	1 50
K. MARX. — <i>La Commune de Paris. — La Guerre civile en France</i> .....	6 50
Louise MICHEL. — <i>La Commune</i> .....	12 »
Irma BOYER. — <i>La Vierge rouge : Louise Michel</i> ....	12 »
J. VALLES. — <i>L'Insurgé</i> .....	12 »
X. X. X. — <i>La Commune de Paris</i> (préface de Zinoviev).....	5 »
X. X. X. — <i>La Commune de Paris, textes et documents</i> .....	1 25
M. VUILLAUME. — <i>Mes Cahiers rouges au temps de la Commune</i> .....	12 »
L. TROTSKY. — <i>La Commune de Paris et la Russie des Soviets</i> .....	0 60
P. et V. MARGUERITTE. — <i>La Commune</i> .....	12 »
TALES. — <i>La Commune de 1871</i> .....	12 »

---

**CATALOGUE GÉNÉRAL FRANCO SUR DEMANDE**



LIBRAIRIE DU TRAVAIL 96, Quai de Femmes  
PARIS (10<sup>e</sup>)

Téléph. COMBAT 08-02

Chèque postal : Marcel HASFELD n° 43,08

*A l'occasion de l'Anniversaire de la Commune de 1871.*

*il faut lire :*

C. TALES

## LA COMMUNE DE 1871...

Préface de Léon TROTSKY

Cette œuvre a un double objet : d'une part, tenir lieu d'initiation à l'histoire de la Commune, en présentant les personnages, les faits, les rapports entre les faits et les doctrines, en formules claires qui précisent l'essentiel d'une période des plus riches et des plus confuses de l'histoire du prolétariat français.

D'autre part, donner au prolétariat, une vivante « leçon de choses », en mettant en relief, les faiblesses des hommes de la Commune et les insuffisances de leurs méthodes.

**Prix : 12 Francs.**

**Le N° 2 de la PLANCHETTE A LIVRES est consacré à**

## LA COMMUNE

C'est, en une courte brochure, la liste, commentée et classée, des principaux ouvrages de toutes tendances, traitant de cet événement.

**Prix : 0 fr. 50**

Et souscrire :

(SOUS PRESSE)

LISSAGARAY

## Histoire de la Commune de 1871

Épuisé depuis des années, nous avons décidé de rééditer ce maître livre sur la Commune, afin de le mettre entre les mains des générations nouvelles qui l'ignorent et qui n'ont pas le droit de l'ignorer.

Il s'agit d'un volume de près de 600 pages, qui sera présenté avec soin et qui contiendra la matière de quatre volumes ordinaires à 12 francs.

Le prix de souscription reste cependant fixé à DOUZE FRANCS jusqu'au jour de la mise en vente.

**SOUSCRIVEZ DE SUITE ET FAITES SOUSCRIRE AUTOUR DE VOUS**



Imp. LA TYPO-LITHO, 11, rue Danicourt, Malakoff

PISTRAK

Les Problèmes fondamentaux de l'École du Travail.

5 fr.

XXX

Programme Officiel de l'Enseignement dans la République des Soviets.

3 fr.

LOUNATCHARSKY

Le Problème de l'Instruction Publique en Régime Soviétique.

0.50

BOUBOU

La Situation matérielle et morale de l'Instituteur dans le monde.

2.50

KOROSTELEFF  
et VERNOCHET

Le Syndicalisme Universitaire en Russie Soviétique.

1 fr.

DOMMANGET

L'Instruction Publique sous la Commune.

1.50

**N  
O  
S  
É  
D  
I  
T  
I  
O  
N  
S**

Chèque Postal : VERNOCHET c/c 698.20 PARIS

Deux publications capitales de notre Section française :

NOUVELLE HISTOIRE DE FRANCE, par un groupe de professeurs et d'instituteurs de la Fédération de l'Enseignement, cours moyen, certificat d'études, édition de *L'École Emancipée*.

Prix : 9 fr. français.

LA FÉDÉRATION UNITAIRE DE L'ENSEIGNEMENT, son histoire, ses luttes, ses efforts, ses œuvres, ses groupements d'études, sa structure. Maison des Syndicats, 3, avenue Mathurin-Moreau, Paris-19<sup>e</sup>.

Prix : 2.50 français.

L'Internationale transmettra les commandes